

25 novembre : point sur la situation sanitaire

Compte rendu de réunion au ministère

POINT SUR LA SITUATION SANITAIRE

Réunion du 25 novembre 2021 au ministère

Compte rendu du SNALC publié le 25 novembre 2021

Par Jean-Rémi GIRARD, président du SNALC

En présence du directeur de cabinet, de la secrétaire générale et de la conseillère sociale.

De façon générale, le SNALC indique qu'il est très difficile de comprendre (aussi bien pour les collègues que pour le reste de la population) qu'en situation d'augmentation rapide de l'épidémie, la seule mesure prise est un protocole de test moins strict que le précédent au primaire, quand bien même il est validé par les autorités sanitaires.

LE PROTOCOLE

Reprise de l'épidémie, et augmentation forte des indicateurs (positivité, incidence), même si les indicateurs hospitaliers augmentent moins.

Accélération des fermetures de classe : près de 8000 classes fermées hier.

Sur les capteurs de CO₂, consigne a été passée aux académies pour travailler avec les collectivités. Des factures arrivent, donc c'est que ça doit avancer. Un bilan de l'opération sera fait.

À ce stade, il n'y aura pas d'annonce de changement de protocole : on reste au niveau 2 en métropole.

En cas de changement de protocole, un délai d'organisation suffisant sera laissé. Les indicateurs sont appréciés par les autorités de santé, et seront alors transparents si un changement de niveau est envisagé.

L'avis du SNALC

Le SNALC rappelle le manque d'investissement matériel et humain dans l'Éducation nationale depuis le début de la pandémie, ce qui fait que nous n'avons pu trouver des modalités d'organisations meilleures que celle de l'an dernier en cas de reprise forte. C'est probablement une raison qui rend le gouvernement frileux à l'idée d'augmenter le niveau de protocole, car à partir du niveau orange, le fonctionnement des lycées sera modifié, et accessoirement cela peut remettre en cause les épreuves du bac. Même chose au primaire, où l'on sait qu'une fermeture de classe entraîne des conséquences sur les familles, car on n'a pas de solution de substitution valable (pour le SNALC, répartir les élèves dans les autres classes n'est pas du tout une solution valable).

En termes de matériel (capteurs, purificateurs), on demeure encore sous-dotés dans les écoles, collèges et lycées. Auriez-vous des chiffres (même approximatifs) sur le nombre de capteurs commandés par rapport au nombre d'écoles/collèges/lycées ?

Sur les chiffres de fermeture de classes, le SNALC rappelle qu'on ne peut comparer les chiffres à ceux de l'an dernier, car l'an dernier, on fermait aussi les classes en collège et en lycée, ce qui n'est plus le cas cette année. Donc les chiffres actuels sont techniquement plus élevés que les chiffres de l'an dernier au plus fort de la deuxième vague.

Le SNALC rappelle qu'il y a 15 jours, il avait signalé qu'en cas de reprise de l'épidémie, il était important d'anticiper sur les niveaux d'indicateurs qui justifieraient de passer au niveau orange, afin de ne pas se retrouver à le découvrir juste avant la mise en place de la mesure. Cette demande est toujours d'actualité.

En cas de passage éventuel au niveau orange, il faut IMPÉRATIVEMENT un cadrage national fondé sur des indicateurs scientifiques, pour ne pas se retrouver dans la situation de l'an dernier (où ce n'étaient pas les conditions sanitaires qui entraînaient la mise en place d'effectifs réduits en lycée, mais souvent le fait que l'établissement était public ou privé). Les personnels des lycées ne sont pas des épidémiologistes.

Enfin, le SNALC aimerait que l'on entame une réflexion à plus long terme sur la capacité à enlever un jour le masque dans les salles de classe, les vies scolaires, etc. (pour les élèves comme pour les personnels). Quelles autres mesures seraient nécessaires pour permettre cela? Peut-on demander aux autorités sanitaires d'entamer une réflexion sur ce point ? En effet, la résilience des personnels comme des élèves a ses limites, et il est nécessaire de proposer une perspective positive.

Sur les gestes barrière, le SNALC constate une lassitude chez les élèves sur le port du masque, surtout hors des salles de classe.

LA VACCINATION - LES PERSONNELS

77% d'élèves primo-vaccinés (davantage de lycéens que de collégiens), et 75% de schémas

vaccinaux complets. Pour les personnels, on doit être aujourd'hui autour de 95%.

Une communication sera faite auprès des personnels pour indiquer que des autotests sont à disposition.

Les masques transparents (dits « inclusifs ») sont en cours de déploiement (notamment professeurs en maternelle et CP). La moitié des académies doivent avoir reçu aujourd'hui les masques, et l'opération se poursuit jusqu'à la mi-décembre.

L'avis du SNALC

Le SNALC interroge sur une éventuelle priorité pour la dose de rappel concernant les personnels de l'Éducation nationale volontaires (même si on semble se diriger vers une ouverture en population générale, d'après les dernières rumeurs).

Le SNALC continue de demander des masques chirurgicaux pour les personnels, ainsi que la mise à disposition d'autotests.

Le SNALC constate une lassitude, voire une fatigue réelle chez de nombreux personnels (enseignants, CPE et AED, direction d'école notamment).

LA POLITIQUE DE TESTS - LE DÉPISTAGE

Sur le déploiement des tests salivaires en primaire, on reste sur 50% d'adhésion des parents, et on n'a jamais été au-dessus de 200 000 tests par semaine.

Sur l'expérimentation du « dépistage réactif » dans 10 départements, l'objectif était d'avoir moins de fermetures de classes et une sécurité sanitaire maintenue. Sur un peu plus de 700 cas confirmés, on a évité 400 fermetures de classes. Quand les tests sont faits à J+0, taux de positivité comparable à la population générale, et + faible à J+7. Mais la limite est la capacité des laboratoires à intervenir pour prélever et à rendre des résultats très vite. Dans de nombreux cas, les laboratoires n'ont pas suivi. On va donc ouvrir aux parents la possibilité d'aller faire tester eux-mêmes leur enfant, et présenter ainsi le résultat du test. Donc il faut être clair sur le fait qu'il y aura toujours des classes fermées.

Sur la politique de tests itérative (tests systématiques avec 50% d'adhésion au moins), les expériences en la matière vont commencer plus tard. L'avis du Conseil scientifique et celui du Haut Conseil de santé publique divergent sur cette question.

Davantage d'autotests seront mis à disposition des élèves de sixième (pour réalisation à la maison, sous contrôle des familles).

Le recours aux médiateurs est toujours possible, même si l'on a parfois des difficultés de recrutement.

L'avis du SNALC

Sur le « dépistage réactif », nos remontées (certes partielles) font plutôt état du fait qu'il n'était pas toujours possible d'assurer les tests prévus en temps et en heure. La mise en place de la possibilité pour les parents de faire faire eux-mêmes les tests risque d'entraîner une surcharge de travail au niveau de la direction d'école, et une augmentation des tensions avec certaines familles.

Il est très difficile de comprendre (aussi bien pour les collègues que pour le reste de la population) qu'alors que l'épidémie s'intensifie très vite, la seule mesure prise est un protocole de test moins strict que le précédent.

Le SNALC rappelle (sans prendre de position scientifique, car ce n'est pas notre rôle) que le Conseil scientifique préconise un dépistage réactif dans le SECOND degré (où actuellement on essaie de faire du « contact tracing »). Dans le PREMIER degré, il recommande des tests hebdomadaires systématiques pour tous les élèves (politique de tests itérative), avec un effort important de communication envers les familles, qui n'a toujours pas eu lieu.

Le SNALC rappelle aussi que nous n'avons toujours pas atteint l'objectif des 600 000 tests proposés en primaire.